Loi sur les espèces en péril
Un inventaire complet des documents législatifs 1973-2017

Nadine Hoffman

Un symposium sur les
questions liées à l'exécution des lois en matière de protection de la faune canadienne

2 et 3 mars 2018
Université de Calgary

Institut canadien du droit des ressources

UNIVERSITÉ DE CALGARY
FACULTÉ DE DROIT

This project was undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

Environment and Climate Change Canada | Environnement et Changement climatique Canada

L’Institut canadien du droit des ressources encourage la disponibilité, la diffusion et l’échange d’information publique. Vous pouvez copier, distribuer, afficher, télécharger et autrement traiter librement ce travail en considérant les points suivants :

(1) Vous reconnaissez la source de ces travaux,

(2) Vous ne pouvez pas modifier ces travaux,

(3) Il est interdit d’utiliser ces travaux à des fins commerciales sans l’autorisation écrite préalable de l’Institut.

Copyright © 2018

Résumé

La longue et complexe histoire de la promulgation de la *Loi sur les espèces en péril* (*LEP*) a fait de cette loi un objet de premier plan pour une histoire législative et documentaire. Le volume et la difficulté de repérage des documents liés à la *LEP* et pris en compte dans son élaboration sont énormes. En 30 ans, 18 projets de loi sur la protection des espèces ont été présentés à la Chambre des communes. Au cours des 15 dernières années, 12 projets de loi modificatifs ont été présentés et 70 mesures réglementaires subordonnées ont été inscrites en vertu de la *LEP* (en grande partie des règlements et des décrets). Cette histoire législative et documentaire comprend tous les projets de loi, les modifications et les règlements entre le discours du Trône de 1973 et février 2018. Il est également question des documents parlementaires et des rapports de comités, des traités internationaux connexes, des renseignements sur le processus de réglementation, des rapports et des documents d'information de divers ministères et organismes non gouvernementaux (ONG), ainsi que des articles savants sur le processus législatif. Cet historique législatif et documentaire vise à faciliter la compréhension du cadre légal de la *LEP* et à aider à déterminer les principaux documents juridiques liés à la recherche sur les espèces en péril au Canada.

Aperçu

La *Loi sur les espèces en péril* (*LEP*)[1] a une longue histoire au Canada, même si elle n'est entrée en vigueur qu'en 2003. Certains diront que cette loi est en cours d'élaboration depuis des décennies. De nombreux projets de loi sont morts au feuilleton à cause d'élections ou de prorogations parlementaires. Cette histoire de la *LEP* a commencé au début des années 1970 avec la signature de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)*[2]. Le discours du Trône de 1973 comportait la promesse de présenter une *Loi sur les espèces sauvages*[3]. La *LEP* a finalement reçu la sanction royale en 2002. Le présent document occasionnel décrit l'évolution des lois et des politiques jusqu'à ce que la *LEP* reçoive la sanction royale et documente les modifications législatives et les mesures législatives subordonnées entre le moment où la *LEP* a reçu la sanction royale et le 28 février 2018.

Cet historique législatif et documentaire[4] vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte et l'intention législative de la *LEP* et à suivre le vaste cadre réglementaire de cette loi. Bien que la *LEP* ait un site Web[5] consacré à son administration, il y a des documents liés à la *LEP* provenant d'organisations gouvernementales et non gouvernementales qui sont difficiles à trouver. Ils sont inclus dans notre histoire. Les mentions des documents pertinents produits à chaque étape du processus législatif et de l'élaboration des règlements figurent ici. Ce document occasionnel

[1] *Loi sur les espèces en péril*, L.C. 2002, ch. 29 [*LEP*].
[2] *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 993 RTNU 243 (entrée en vigueur le 1er juillet 1975), TIAS 8409, RTC 1975 no 32, 12 ILM 1085 (1973). Modifications le 22 juin 1979 et le 30 avril 1983 [*CITES*].
[3] *Débats du Sénat*, 29e législature, 1re session parlementaire, no 1 (4 janvier 1973) (discours du Trône).
[4] au 28 février 2018.
[5] Gouvernement du Canada, « Registre public des espèces en péril », (15 décembre 2017) en ligne : <http://www.registrelep-sararegistry.gc.ca>.

n'englobe pas les lois provinciales ni territoriales et mentionne les traités internationaux dans la chronologie à des fins de référence seulement.

Autorités responsables

Six autorités sont chargées de mener des activités en vertu de la *LEP*[6]. Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique « est responsable de la coordination globale de la stratégie fédérale sur les espèces en péril[7] ». Le ministère des Pêches et des Océans « est responsable de la protection et du rétablissement des espèces aquatiques en péril relevant de la compétence fédérale[8] ». L'Agence Parcs Canada (« Parcs Canada ») élabore des stratégies de rétablissement pour les espèces présentes dans les parcs nationaux[9]. Le Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril (CCCEP), qui est composé de ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux, fournit des directives au Comité sur la situation des espèces en péril au Canada ou COSEPAC, coordonne les activités des divers gouvernements et examine les recommandations du Conseil autochtone national sur les espèces en péril (CANEP)[10]. Le COSEPAC évalue et recommande la désignation de la situation des espèces au CCCEP[11]. Le CCCEP est une entité juridique en vertu de la *LEP* qui est indépendante du gouvernement[12]. Le CANEP est un conseil consultatif composé de six représentants autochtones qui donne des conseils sur l'administration de la *LEP* au CCCEP.

Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique, le ministère des Pêches et des Océans, Parcs Canada et le COSEPAC ont leurs propres sites Web[13]. Au moment de la publication de ce document, ni le CCCEP ni le CANEP n'avaient leur propre site Web.

Histoire

La *LEP* a finalement reçu la sanction royale après la quatrième tentative du gouvernement de l'époque. Des projets de loi ont été présentés, mais n'ont jamais été adoptés en raison de la dissolution ou de la prorogation du Parlement, comme il est indiqué dans la section sur les projets de loi du présent document. La *LEP* a par la suite été modifiée cinq fois, plus récemment par deux lois en 2015.
L'engagement du Canada à protéger les espèces en péril a commencé avec la *CITES* en 1973; le Canada a ratifié ce traité en 1975 avec des réserves concernant l'inscription des espèces. Il a

---

[6] Gouvernement du Canada, « Registre public des espèces en péril : Autorités responsables » (21 novembre 2017) en ligne : <https://www.registrelep-sararegistry.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=5CF3EAAD-1>.
[7] *Ibid.*
[8] *Ibid.*
[9] *Ibid.*
[10] *Ibid.*
[11] *Ibid.*
[12] *Ibid.*
[13] Gouvernement du Canada, « Environnement et Changement climatique Canada » (21 novembre 2016) en ligne : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique.html>; gouvernement du Canada, « Pêches et Océans Canada » (21 novembre 2017) en ligne : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/index-fra.htm>; gouvernement du Canada « Parcs Canada » (21 novembre 2017) en ligne : <https://www.pc.gc.ca/fr/agence-agency>; gouvernement du Canada, « COSEPAC », (25 octobre 2016), COSEPAC – Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, en ligne : <http://www.cosewic-cosepac.gc.ca>.

commencé à protéger les espèces avant la Confédération par la *Loi des pêcheries*[14], la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*[15] et les dispositions qui les ont précédées. La *Loi sur les espèces sauvages du Canada* de 1973[16] a été la première mesure législative canadienne globale visant à protéger les animaux. La *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*[17] a été promulguée de nouveau en 1994. Au nombre des autres lois fédérales sur la protection des espèces, on compte la *Loi de 2002 sur les aires marines nationales de conservation du Canada*[18], la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*[19], la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)* [20], la *Loi sur l'exportation de gibier*[21], la *Loi sur les océans*[22] et la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*[23].

La plupart des modifications législatives du gouvernement du Canada visant à protéger les espèces en péril ont eu lieu de 1996 à 2002, et plusieurs projets de loi d'initiative parlementaire ou gouvernementale ont été présentés à la Chambre des communes. Après la *Loi sur les espèces sauvages du Canada* de 1973, le projet de loi C-209, un projet de loi d'initiative parlementaire déposé en 1991, a amorcé le processus parlementaire relatif à des lois particulières sur les espèces en péril. Le projet de loi C-65 a été présenté par le gouvernement en 1996. Il a été présenté de nouveau en 1999 sous la forme du projet de loi C-33, en 2001 sous la forme du projet de loi C-5 et enfin en 2002 sous la forme du projet de loi C-5. La version de 2002 du projet de loi C-5 a reçu la sanction royale en 2002 et est entrée en vigueur sous le nom de *LEP* en 2003. La *LEP* a été modifiée par le projet de loi C-7 (*Loi modifiant la Loi sur le ministère du Patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à d'autres lois*) en 2004-2005, le projet de loi C-38 (*Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*) en 2012, le projet de loi C-40 (*Loi sur le parc urbain national de la Rouge*)[24] en 2015, le projet de loi C-47 (*Loi modifiant des lois diverses*) [25] en 2015 et le projet de loi C-60 (*Loi modifiant des lois diverses*), en 2017. D'autres modifications ont été proposées en 2006 comme

[14] Cette loi a vu le jour peu après l'adoption du pacte fédératif, L.C. 1868 (31 Vict), ch. 60; Révisions : L.R.C. 1886, ch. 95, L.R.C. 1906, ch. 45, L.R.C. 1927, ch. 73, L.R.C. 1932, ch. 42, L.R.C. 1952, ch. 119 et L.R.C. 1970, ch. F-14. À présent, L.R.C. 1985, ch. F-14.
[15] À l'origine, *Loi sur le Parc des Montagnes-Rocheuses* (L.C. 1887, ch. 32, puis L.R.C. 1906, ch. 60), puis *Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux* (L.C. 1911, ch. 10, puis L.R.C. 1927, ch. 78) et *Loi sur les parcs nationaux de* 1930 (L.C. 1930, ch. 33, puis L.R.C. 1952, ch. 189, L.R.C. 1970, ch. N-13, L.R.C. 1985, ch. N-4, L.R.C. 1985 (4e suppl.), ch. 39). À présent, *Loi sur les parcs nationaux du Canada*, L.C. 2000, ch. 32 [Il convient de noter le lien avec la *Loi sur l'Agence Parcs Canada* (L.C. 1998, ch. 31) et la *Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada* (L.C. 2002, ch. 18).]
[16] L.C. 1973-74, ch. 21. À présent, L.R.C. 1985, ch. W-9. [À noter que le projet de loi C-131 a été modifié en vue d'être combiné aux projets de loi C-88 et C-165. La *Loi sur les espèces sauvages du Canada* a ensuite été renforcée en 1990 et modifiée en 1994.]
[17] À l'origine, L.C. 1917, ch. 18, puis L.R.C. 1927, ch. 130, L.R.C. 1952, ch. 179, L.R.C. 1970, ch. M-12 et L.R.C. 1985, ch. M-7. À présent, L.C. 1994, ch. 22. [Un traité initialement signé par la Grande-Bretagne et les États-Unis en 1916 se trouve à la base de cette loi.]
[18] L.C. 2002, ch. 18.
[19] L.C. 1992, ch. 37; loi abrogée et remplacée en 2012.
[20] L.C. 2012, ch. 19, art. 52.
[21] L.C. 1940-41, ch. 17, puis L.R.C. 1952, ch. 128, L.R.C. 1970, ch. G-1, L.R.C. 1985, ch. G-1; loi abrogée en 1992.
[22] L.C. 1996, ch. 31.
[23] L.C. 1992, ch. 52.
[24] L.C. 2015, ch. 10; modifications apportées à l'article 58(2).
[25] L.C. 2015, ch. 3; modifications apportées aux articles 98 et 99.

le projet de loi C-45 (*Loi sur les pêches, 2007*), qui a été présenté de nouveau en 2007 sous le nom de projet de loi C-32 (*Loi sur les pêches, 2007*), mais qui n'a jamais acquis force de loi. Le projet de loi C-363 (*Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (modification de la liste)*), qui a été déposé en septembre 2017, est le projet de loi le plus récemment proposé qui n'aura pas été approuvé.

La *LEP* vise à tenir compte des désignations de situation et des processus légaux d'inscription, ainsi que des mesures de rétablissement et de protection de l'habitat. « Il s'agit du soi-disant « filet de sécurité » fédéral prévu dans la *LEP*[26]. » Par conséquent, cette loi comporte un volet réglementaire important. Depuis sa création jusqu'à la fin de février 2018, 70 mesures réglementaires subordonnées en vertu de la *LEP* ont été présentées dans la Gazette du Canada, Partie II, en tant que décrets, ordonnances et règlements statutaires (DORS) ou textes réglementaires (TR) [27]. Certains règlements de la *LEP* se trouvent dans l'*Index consolidé des textes réglementaires*[28], tandis que d'autres figurent sur le site Web du *Registre de la LEP*[29]. Il faut consulter les deux sources pour s'assurer que tous les règlements sont inclus dans les recherches futures. Cette histoire législative crée cinq catégories pour la réglementation : l'entrée en vigueur, l'évaluation, les annexes, l'inscription et les espèces particulières.

Chronologie législative

Il y a eu de nombreux éléments d'évolution de la législation sur la protection des espèces avant que la *LEP* ne devienne une loi et celle-ci a subi plusieurs changements depuis son entrée en vigueur en 2003. Les principaux faits sont inclus à la section Chronologie à titre d'aperçu devant aider à fournir un cadre pour les détails des sections subséquentes sur les projets de loi, les modifications et les règlements.

Chronologie

Cette chronologie de l'évolution de la *LEP* vise à donner aux lecteurs un aperçu de l'historique de cette loi. Les renseignements proviennent en grande partie des divers résumés législatifs produits par la Direction générale de la recherche parlementaire. Ils sont inclus ici à des fins de référence afin de montrer les principaux événements ayant une incidence sur la protection des espèces au Canada.

---

[26] Shaun Fluker et Jocelyn Stacey, "The Basics of Species at Risk Legislation in Alberta" (2012) 50 Alta L Rev 95 à la page 111.

[27] Gouvernement du Canada, « Glossaire des termes techniques », (25 octobre 2016), site Web de la législation (Justice), en ligne : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/Glossaire/>.

[28] *Index codifié des textes réglementaires, 1er janvier 1955 au 30 septembre 2017*, (2017) C Gaz II, 432 (*Loi sur les espèces en péril*) en ligne : <http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2017/2017-09-30-c3/pdf/g2-151c3-fra.pdf>. Cela risque de prêter à confusion, parce que tous les textes réglementaires figurent normalement dans ce répertoire. Toutefois, il y a une note de la rédaction qui dit : « Seuls les textes établis dans l'année en cours sont énumérés dans le cas des décrets accusant réception des évaluations en vertu du paragraphe 23(1) de la Loi et de la Liste des espèces en péril (décisions de non-inscription de certaines espèces ou de renvoi au COSEPAC). Les décisions de toutes les années antérieures sont comprises dans le registre public constitué en vertu de l'article 120 de la Loi : http://www.registrelep-sararegistry.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=24F7211B-1 [traduction]. »

[29] *Supra* note 5.

Date	*Description*
16 août 1916	Signature de la *Convention pour la protection des oiseaux migrateurs aux États-Unis et au Canada*[30].
15 octobre 1966	*Endangered Species Preservation Act*[31] aux États-Unis.
2 février 1971	Signature de la *Convention sur les terres humides d'importance internationale, en particulier en tant qu'habitat de la sauvagine*[32].
11 janvier 1973	Le *discours du Trône* promet une loi sur la protection de la faune au Canada.
3 mars 1973	Signature de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)* [33].
23 juillet 1973	La *Loi sur les espèces sauvages du Canada* reçoit la sanction royale.
13 novembre 1973	Signature de l'*Accord sur la conservation des ours blancs*[34].
28 décembre 1973	U.S. *Endangered Species Act de 1973*[35].
1er juillet 1975	La *CITES* est entrée en vigueur.
10 avril 1975	Le Canada a ratifié la *CITES* avec réserve et effet à partir du 9 juillet 1975.
1976	Symposium sur les espèces et les espaces en péril au Canada.
1976	Conférence des directeurs fédéraux, provinciaux et territoriaux de la faune.
1977	Création du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC).
1980	Stratégie mondiale pour la conservation des ressources vivantes afin de favoriser le développement durable par l'intermédiaire de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

[30] *Convention pour la protection des oiseaux migrateurs aux États-Unis et au Canada*, États-Unis et Grande-Bretagne, 16 août 1926, 2478 RTNU 33 (entrée en vigueur le 7 décembre 1916), UKTS 007/1917, USTS 628.
[31] *Endangered Species Act*, Pub L nº 89-669, 80 Stat 926 (1966).
[32] *Convention sur les terres humides d'importance internationale, en particulier en tant qu'habitat de la sauvagine*, 2 février 1971, 996 RTNU 245 (entrée en vigueur le 21 décembre 1975), 11 ILM 963 (1972) [*Ramsar*].
[33] *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 993 RTNU 243 (entrée en vigueur le 1er juillet 1975), RTC 1975 nº 32, TIAS 8409, 12 ILM 1085 (1973). Modifications le 22 juin 1979 et le 30 avril 1983 [*CITES*].
[34] *Accord sur la conservation des ours blancs*, 15 novembre 1973, RTC 1976 nº 24 (entrée en vigueur le 26 mai 1976), 13 ILM 13 (1974).
[35] *Endangered Species Act de 1973*, Pub L nº 93-205, 87 Stat 884 (1973) (codification 16 USC § 1531 et suivantes (suppl. 1974)).

Date	*Description*
	et du Fonds mondial pour la nature (WWF).
1982	Le Comité de la Conférence fédérale-provinciale sur les espèces sauvages a rédigé des « Lignes directrices pour la politique sur les espèces sauvages au Canada » dont le texte définitif a été approuvé par la Conférence des ministres de la faune le 30 septembre 1982.
17 juillet 1987	*Le Canada et les États-Unis ont signé un accord sur la conservation du caribou de la Porcupine*[36].
1988	Le Comité du rétablissement des espèces canadiennes en péril (RESCAPÉ) a été établi pour préparer les plans mentionnés par le COSEPAC.
1989	Le Comité spécial multilatéral (34 organisations de conservation et organismes autochtones) présente un rapport au Premier ministre – « Comité pour un Canada vert ».
1990	La *Loi sur les espèces sauvages du Canada* a été renforcée par la politique sur la faune.
1992	La Conférence de Rio et la CCNUCC exigent l'élaboration de dispositions réglementaires sur la protection des espèces menacées.
1992	Directive de l'UE sur les « habitats ».
5 juin 1992	Signature de la *Convention sur la diversité biologique*[37].
22 avril 1993	Septième rapport du Comité permanent de l'environnement[38].
17 décembre 1992	La *Loi sur la protection d'espèces animales et végétales sauvages* reçoit la sanction royale.
1993	*Endangered Species Preservation Act de 1992* en Australie[39].
1995	La Stratégie canadienne sur la biodiversité fournit le document de travail « Une approche nationale de la conservation des espèces en péril au Canada » et « Rapport sur les consultations publiques : A National Approach to the Conservation of Species at Risk in Canada, 1995 », à la

[36] *Accord Canada-États-Unis sur la harde de caribous de la Porcupine*, 2174 RTNU 267 (entrée en vigueur le 17 juillet 1987), RTC 1987 nº 31, TIAS 11259 [*Conservation of the Porcupine Caribou Herd*].
[37] *Convention sur la diversité biologique*, 5 juin 1992, 1760 RTNU 79 (entrée en vigueur le 29 décembre 1993), RTC 1993 nº 24, 31 ILM 818.
[38] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement, *Un partenariat mondial : Le Canada et les conventions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), septième rapport à la Chambre*, nº 62 (22 avril 1993) (président : David MacDonald).
[39] *Loi sur la protection des espèces en péril au Canada 1992* (C-).

Date	*Description*
	suite de consultations publiques dans 14 villes.
Octobre 1996	*Accord national pour la protection des espèces en péril*[40] accepté en principe.
31 octobre 1996	C-65 : La *Loi sur la protection des espèces en péril au Canada* a été présentée comme projet de loi initial d'Environnement Canada.
14 mai 1996	Promulgation de la *Loi sur la protection d'espèces animales et végétales sauvages*.
15 décembre 1997	Signature de l'*Accord international sur le piégeage sans cruauté*[41].
septembre 1998	Renforcement de l'*Accord national pour la protection des espèces en péril*.
2000	Politique nationale sur les oiseaux et les espèces en péril mazoutés appliquée par le Service canadien de la faune.
11 avril 2000	C-33 : Dépôt de la *Loi sur les espèces en péril*.
2 février 2001	C-5 : Dépôt de la *Loi sur les espèces en péril*.
12 décembre 2002	C-5 : La *Loi sur les espèces en péril* reçoit la sanction royale.
24 mars 2003	Les articles 1, 134-136 et 138-141 de la *LEP* entrent en vigueur. « Ces dispositions modifient certaines lois connexes sur la protection des espèces végétales et animales[42]. »
5 juin 2003	Les articles 2-31, 37-56, 62, 65-76, 78-84, 120-133 et 137 de la *LEP* entrent en vigueur[43]. Cela permet les évaluations du COSEPAC.
1er juin 2004	Les articles 32-36, 57-61, 63, 64, 77 et 85-119 de la *LEP* entrent en vigueur[44]. Ces dispositions établissent des mesures d'application de la loi et obligent les ministères fédéraux à tenir compte de l'habitat.
16 février 2005	C-7 : La *Loi modifiant la Loi sur le ministère du Patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à*

[40] Gouvernement du Canada, « L'Accord pour la protection des espèces en péril », (mise à jour le 3 octobre 2014) Registre public des espèces en péril, en ligne : <http://www.registrelep-sararegistry.gc.ca/default.asp?lang-Fr&n=EDA4979C-1>.
[41] *Accord sur les normes internationales de piégeage sans cruauté entre la Communauté européenne, le Canada et la Fédération de Russie*, 15 décembre 1997, 2761 RTNU 33 (entrée en vigueur le 22 juillet 2008), 37 ILM 542 (1998).
[42] TR/2003-43.
[43] TR/2003-111.
[44] TR/2003-111.

Date	*Description*
	d'autres lois reçoit la sanction royale.
13 décembre 2006	C-45 : Dépôt de la *Loi sur les pêches*.
29 novembre 2007	C-32 : La *Loi sur les pêches* a été présentée de nouveau.
29 juin 2012	C-38 : La *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable* reçoit la sanction royale.
13 juin 2014	C-40 : La *Loi sur le parc urbain national de la Rouge* a été présentée à la Chambre des communes.
26 février 2015	C-47 : La *Loi de 2014 modifiant des lois diverses* reçoit la sanction royale.
23 avril 2015	C-40 : La *Loi sur le parc urbain national de la Rouge* reçoit la sanction royale.
12 décembre 2017	Le projet de loi C-60 (*Loi modifiant des lois diverses*) reçoit la sanction royale.

Mesures législatives

Projets de loi

Le discours du Trône de 1973 comportait la promesse suivante: « Des mesures visant à protéger l'environnement naturel et à accroître la productivité des industries des ressources renouvelables du Canada vous seront présentées. En plus des modifications à la Loi sur le développement des pêches, on vous demandera [aux députés] d'examiner la Loi sur les contaminants de l'environnement et la Loi sur les espèces sauvages du Canada[45]. » Cette promesse a suivi la signature par le Canada du traité de la *CITES* et reflète les engagements pris relativement à la ratification de la *CITES*. L'historique documentaire suivant des projets de loi au Parlement commence en 1973 et se termine par la sanction royale de la *LEP*.

[45] *Débats du Sénat*, 29e législature, 1re session parlementaire, no 1 (4 janvier 1973) (discours du Trône) à la p. 10.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-131[46]	*Projet de loi sur les espèces sauvages du Canada*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 22 janvier 1973 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent des pêches et des forêts) Dates de séance de la chambre : 8 mai 1973, 9 mai 1973 Dates de réunion du Comité : 28 juin 1973, 3 juillet 1973 Rapport du Comité[47] : 4 juillet 1973 **Troisième lecture :** 20 juillet 1973
		Sénat	**Première lecture :** 24 juillet 1973 **Deuxième lecture** Dates de séance de la chambre : 24 juillet 1973, 25 juillet 1973 **Troisième lecture :** 26 juillet 1973
		Sanction royale	27 juillet 1973
		Citation	L.C. 1973-74, ch. 21
C-88[48]	*Protection des espèces sauvages au Canada*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 15 janvier 1973 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent des pêches et des forêts) **Annulation de l'ordre et combinaison avec C-131**

[46] Projet de loi C-131, *Loi concernant les espèces sauvages du Canada*, 1re session parlementaire, 29e législature, 1973.
[47] Chambre des communes, Comité permanent des pêches et des forêts, *Procès-verbaux et témoignages concernant le projet de loi C-131, Loi concernant les espèces sauvages du Canada*, no 9 (1973); Chambre des communes, Comité permanent des pêches et des forêts, *Procès-verbaux et témoignages concernant le projet de loi C-131, Loi concernant les espèces sauvages du Canada, cinquième rapport à la Chambre*, no 20 (1973) (Albert Béchard).
[48] Projet de loi C-88, *Loi sur la protection d'espèces sauvages*, 1re session parlementaire, 29e législature, 1973.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-165[49]	*Protection des espèces sauvages au Canada*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 26 mars 1973 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent des pêches et des forêts) **Annulation de l'ordre et combinaison avec C-131**
C-209[50]	*Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en voie de disparition et les espèces menacées*	Chambre	M. Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 28 mai 1991
C-303[51]	*Loi sur les espèces menacées de disparition et la diversité biologique* **Titre abrégé :** *Loi sur les espèces menacées de disparition et la diversité biologique*	Chambre	M. Wenman (Fraser Valley-Ouest) **Dépôt et première lecture :** 2 octobre 1991

[49] Projet de loi C-165, *Loi sur la protection d'espèces sauvages*, 1re session parlementaire, 29e législature, 1973.
[50] Projet de loi C-209, *Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées*, 3e session parlementaire, 34e législature, 1991.
[51] Projet de loi C-304, *Loi sur les espèces menacées de disparition et la diversité biologique*, 3e session parlementaire, 34e législature, 1991.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-42[52]	*Loi concernant la protection de certaines espèces animales ou végétales sauvages* **Titre abrégé :** *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages* Le Comité de la Chambre des communes a changé le nom[53] en *Loi concernant la protection d'espèces animales et végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial* Titre abrégé : *Loi sur la protection d'espèces animales et végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 7 novembre 1991 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité législatif C) Date de séance de la chambre : 17 mars 1992 Rapport du Comité[54] présenté : 18 juin 1992 **Troisième lecture :** 11 décembre 1992
		Sénat	**Première lecture :** 14 décembre 1992 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité plénier)[55] : 16 décembre 1992 **Troisième lecture :** 17 décembre 1992
		Sanction royale	17 décembre 1992
		Citation	L.C. 1992, ch. 52
		Promul-gation	14 mai 1996

[52] Projet de loi C-42, *Loi concernant la protection de certaines espèces animales ou végétales sauvages*, 3e session parlementaire, 34e législature, 1991.
[53] Chambre des communes, Comité législatif C, « Annexe no 138 » aux *Journaux*, 34e législature, 3e session parlementaire, no 2 (18 juin 1992) à la p. 1787.
[54] *Ibid*.
[55] Sénat, Comité plénier, *Débats du Séant*, 34e législature, 3e session parlementaire, no 3 (17 décembre 1992) à la p. 2567.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-275[56]	*Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en voie de disparition et les espèces menacées*	Chambre	M. Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 28 septembre 1994 Mise à l'ordre de priorité : 18 mai 1995 Désignation comme mesure pouvant faire l'objet d'un vote : 14 juin 1995 **Deuxième lecture** Dates de séance de la chambre : 20 juin 1995, 18 octobre 1995, 20 novembre 1995 **Renvoi en comité** (Comité permanent de l'environnement et du développement durable): 21 novembre 1995
C-238[57]	*Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en voie de disparition et les espèces menacées*	Chambre	M. Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 18 mars 1996 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent de l'environnement et du développement durable): 18 mars 1996 **Nouveau dépôt** (auparavant projet de loi C-275 - 1re session)

[56] Projet de loi C-275, *Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées*, 1re session parlementaire, 35e législature, 1994.

[57] Projet de loi C-238, *Loi concernant la protection et la réhabilitation des espèces en voie de disparition et des espèces menacées*, 2e session parlementaire, 35e législature, 1996.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-65[58]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction* Titre abrégé : *Loi sur la protection des espèces sauvages en péril au Canada*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 31 octobre 1996 **Renvoi au Comité** permanent de l'environnement et du développement durable avant la deuxième lecture: 29 novembre 1996 Dates de réunion du Comité : Le 5 novembre 1996, le 6 novembre 1996, le 7 novembre 1996, le 19 novembre 1996, le 21 novembre 1996, le 26 novembre 1996, le 2 décembre 1996, le 3 décembre 1996, le 4 décembre 1996, le 5 décembre 1996, le 10 décembre 1996, le 11 décembre 1996, le 12 décembre 1996, le 27 janvier 1997, le 28 janvier 1997, le 30 janvier 1997, le 3 février 1997, le 4 février 1997, le 6 février 1997, le 12 février 1997, le 13 février 1997, le 17 février 1997, le 4 mars 1997, le 6 mars 1997, le 18 mars 1997 **Signalé**[59] avec amendements : 3 mars 1997 **Dates de séance de la Chambre** : 29 novembre 1996, 24 avril 1997 Débat à l'étape du rapport : 24 avril 1997 Ordre relatif aux modalités d'examen du projet de loi C-65 : 24 avril 1997 **Dissolution du Parlement** : 27 avril 1997

[58] Projet de loi C-65, *Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction,* 2e session parlementaire, 35e législature, 1996.

[59] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Procès-verbaux concernant le projet de loi C-65, Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction, Quatrième rapport à la Chambre,* no 5 (1997) (président : Charles Caccia); document parlementaire no 8510-352-80.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-441[60]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction* Titre abrégé : *Loi sur la protection des espèces sauvages en péril au Canada*	Chambre	M. Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 8 octobre 1998 Mise à l'ordre de priorité : 15 mars 1999 **Deuxième lecture** Date de séance de la chambre : 6 mai 1999 Mort au feuilleton : 6 mai 1999
C-300[61]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction* Titre abrégé : *Loi sur la protection des espèces sauvages en péril au Canada*	Chambre	M. Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 3 novembre 1999
C-33[62]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en péril*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 11 avril 2000 **Deuxième lecture** Dates de séance de la chambre : 11 mai 2000, 15 mai 2000, 29 mai 2000, 12 juin 2000, 13 juin 2000, 19 septembre 2000 Dissolution du Parlement : 22 octobre 2000

[60] Projet de loi C-441, *Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction*, 36e législature, 1re session parlementaire, 1999.
[61] Projet de loi C-300, *Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction*, 2e session parlementaire, 36e législature, 1999.
[62] Projet de loi C-33, *Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada*, 2e session parlementaire, 36e législature, 2000.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-465[63]	*Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition* Titre abrégé : *Loi sur les refuges d'espèces en péril*	Chambre	M. Martin (Esquimalt -- Juan de Fuca) **Dépôt et première lecture :** 28 mars 2000
C-475[64]	*Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition* Titre abrégé : *Loi sur les refuges d'espèces en péril*	Chambre	M. Martin (Esquimalt -- Juan de Fuca) **Dépôt et première lecture :** 11 avril 2000
C-5[65]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en péril*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 2 février 2001 **Deuxième lecture** Dates de séance de la chambre : 19 février 2001, 21 février 2001, 27 février 2001, 28 février 2001, 16 mars 2001, 20 mars 2001 **Renvoi en comité** (Comité permanent de l'environnement et du développement durable): 20 mars 2001 Dates de réunion du Comité : Le 3 octobre 2001, le 22 mars 2001, le 27 mars 2001, le 28 mars 2001, le 29 mars 2001, le 3 avril 2001, le 4 avril 2001, le 5 avril 2001, le 24 avril 2001, le 25 avril 2001, le 26 avril 2001, le 30 avril 2001, le 1er mai 2001, le 2 mai 2001, le 3 mai 2001, le 8 mai 2001, le 9 mai 2001, le 10 mai 2001, le 15 mai 2001, le 16 mai 2001, le

[63] Projet de loi C-465, *Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition*, 2e session parlementaire, 36e législature, 2000.
[64] Projet de loi C-475, *Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition*, 2e session parlementaire, 36e législature, 2000.
[65] Projet de loi C-5, *Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada*, 1re session parlementaire, 37e législature, 2001.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
			17 mai 2001, le 29 mai 2001, le 30 mai 2001, le 31 mai 2001, le 5 juin 2001, le 6 juin 2001, le 7 juin 2001, le 17 octobre 2001, le 18 octobre 2001, le 23 octobre 2001, le 24 octobre 2001, le 25 octobre 2001, le 30 octobre 2001, le 31 octobre 2001, le 1er novembre 2001, le 6 novembre 2001, le 7 novembre 2001, le 8 novembre 2001, le 20 novembre 2001, le 21 novembre 2001, le 22 novembre 2001, le 27 novembre 2001 Rapport du Comité présenté[66] : 3 décembre 2001 Dates de séance de la chambre : le 18 février 2002, le 20 février 2002, le 21 février 2002, le 25 février 2002, le 26 février 2002, le 21 mars 2002, le 16 avril 2002, le 18 avril 2002, le 29 avril 2002, le 8 mai 2002, le 10 juin 2002 Adoption à l'étape du rapport : 10 juin 2002 **Troisième lecture :** 11 juin 2002
		Sénat	**Première lecture :** 12 juin 2002 **Deuxième lecture :** 13 juin 2002 **Renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles): 13 juin 2002 Prorogation du Parlement : 16 septembre 2002

[66] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Premier rapport : Projet de loi C-5, Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada*, (27 novembre 2001, consultation le 18 décembre 2017) en ligne : <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=1032028&Language=F&Mode=1&Parl=37&Ses=1>.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-295[67]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction* Titre abrégé : *Loi sur la protection des espèces en péril au Canada*	Chambre	Charles Caccia (Davenport) **Dépôt et première lecture :** 14 mars 2001
C-346[68]	*Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition* Titre abrégé : *Loi sur les refuges d'espèces en péril*	Chambre	Keith Martin (Esquimalt--Juan de Fuca) **Dépôt et première lecture :** 4 mai 2001
C-5[69]	*Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada* Titre abrégé : *Loi sur les espèces en péril*	Chambre[70]	**Dépôt et première lecture :** 9 octobre 2002 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité plénier) : 9 octobre 2002 Rapport du Comité présenté : 9 octobre 2002 Adoption à l'étape du rapport : 9 octobre 2002 **Troisième lecture :** 9 octobre 2002

[67] Projet de loi C-295, *Loi concernant la protection des espèces sauvages au Canada contre la disparition ou l'extinction*, 1re session parlementaire, 37e législature, 2001.
[68] Projet de loi C-346, *Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition*, 1re session parlementaire, 37e législature, 2001.
[69] Projet de loi C-5, *Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada*, 2e session parlementaire, 37e législature, 2002.
[70] En application de l'ordre donné par la Chambre des communes le 7 octobre 2002, ce projet de loi a été réputé avoir été approuvé à toutes les étapes de la session précédente (auparavant projet de loi C-5 à la 1re session parlementaire de la 37e législature).

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
		Sénat	**Première lecture :** 10 octobre 2002 **Deuxième lecture :** 22 octobre 2002 **Renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles): 22 octobre 2002 Dates de réunion du Comité : 24 octobre 2002, 5 novembre 2002, 7 novembre 2002, 19 novembre 2002, 21 novembre 2002, 26 novembre 2002, 28 novembre 2002, 3 décembre 2002 Date de séance de la chambre : 4 décembre 2002 Rapport du Comité[71] présenté : 4 décembre 2002 **Troisième lecture :** 12 décembre 2002 Dates de séance de la chambre : 5 décembre 2002, 9 décembre 2002, 10 décembre 2002, 11 décembre 2002, 12 décembre 2002
		Sanction royale	12 décembre 2002
		Citation	L.C. 2002, ch. 29

Projets de loi portant modification

Depuis qu'elle a reçu la sanction royale en 2002, la *LEP* a fait l'objet de plusieurs modifications relativement mineures, en grande partie au moyen de projets de loi omnibus. Les changements les plus importants ont été apportés par le projet de loi C-38 : Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable, qui a été déposé en 2012. La dernière modification à recevoir la sanction royale est le projet de loi C-60 (Loi modifiant des lois diverses), qui a reçu la sanction le 12 décembre 2017.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-232[72]	*Loi concernant la*	Chambre	Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)

[71] Sénat, Comité sénatorial permanent de l'Énergie, de l'Environnement et des Ressources naturelles, *Troisième rapport :* Projet de loi C-5, *Loi concernant la protection des espèces sauvages en péril au Canada*, avec observations en annexe (4 décembre 2002, consultation le 18 décembre 2017) en ligne <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/372/enrg/rep/rep03dec02-f.htm>.

[72] Projet de loi C-232, *Loi concernant la création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition*, 2e session parlementaire, 37e législature, 2002.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
	création de refuges pour les espèces sauvages en voie de disparition Titre abrégé : *Loi sur les refuges d'espèces en péril*		**Dépôt et première lecture :** 21 octobre 2002 Mise à l'ordre de priorité : 24 octobre 2002 Date de séance de la chambre : 13 février 2003 **Projet de loi abandonné**[73] **:**13 février 2003
C-7[74]	*Loi modifiant la Loi sur le ministère du Patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à d'autres lois*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 8 octobre 2004 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent de l'environnement et du développement durable): 26 octobre 2004 Date de réunion du Comité : 4 novembre 2004 Date de séance de la chambre[75] : 5 novembre 2004 Rapport du Comité présenté : 5 novembre 2004 Adoption à l'étape du rapport : 23 novembre 2004 Dates de séance de la Chambre : 19 novembre 2004, 23 novembre 2004 **Troisième lecture :** 26 novembre 2004 Dates de séance de la Chambre : 24 novembre 2004, 26 novembre 2004
		Sénat	**Première lecture :** 30 novembre 2004 **Deuxième lecture :** 9 décembre 2004 Dates de séance de la Chambre : 22 novembre 2004, 2 décembre 2004, 9 décembre 2004 **Renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles): 9 décembre 2004

[73] Projet de loi n'ayant pas fait l'objet d'un vote.

[74] Projet de loi C-7, *Loi modifiant la Loi sur le ministère du Patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à d'autres lois*, 1re session parlementaire, 38e législature, 2004; articles modifiés 7, 8, 9, 21, 22, 28, 41, 49, 73, 85, 121, 122 et 125.

[75] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Rapport 1 : Projet de loi C-7, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à d'autres lois*, (4 novembre 2004, consultation le 18 décembre 2017) en ligne : <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=1452956&Language=F&Mode=1&Parl=38&Ses=1>.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
			Rapport du Comité[76] présenté : 10 février 2005 Dates de réunion du Comité : 8 février 2005, 10 février 2005 Date de séance de la chambre : 10 février 2005 **Troisième lecture :** 16 février 2005
		Sanction royale	24 février 2005
		Citation	L.C. 2005, ch. 2
C-45[77]	*Loi sur les pêches, 2007*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 13 décembre 2006 **Deuxième lecture** Dates de séance de la chambre : 23 février 2007, 29 mai 2007, 30 mai 2007, 5 juin 2007 Prorogation du Parlement : 14 septembre 2007
C-32[78]	*Loi sur les pêches, 2007*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 29 novembre 2007 **Dissolution du Parlement :** 7 septembre 2008

[76] Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, *Cinquième rapport : Projet de loi C-7, Loi modifiant la Loi sur le ministère du patrimoine canadien et la Loi sur l'Agence Parcs Canada et apportant des modifications connexes à d'autres lois* (10 février 2005, consultation le 18 décembre 2017) en ligne <http://www.parl.gc.ca/sencommitteebusiness/CommitteeReports.aspx?Language=f&Parl=38&Ses=1&comm_id=1005>.

[77] Projet de loi C-45, *Loi sur les pêches, 2007*, 1re session parlementaire, 39e législature, 2006; modification proposée de la définition de « espèce aquatique » au paragraphe 2(1).

[78] Projet de loi C-45, *Loi sur les pêches, 2007*, 2e session parlementaire, 39e législature, 2007; modification proposée de la définition de « espèce aquatique » au paragraphe 2(1).

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
C-38[79]	*Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 26 avril 2012 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent des finances): 14 mai 2012 Dates de séance de la chambre : 2 mai 2012, 3 mai 2012, 4 mai 2012, 7 mai 2012, 8 mai 2012, 10 mai 2012, 11 mai 2012, 14 mai 2012, 7 juin 2012 Dates de réunion du Comité : 15 mai 2012, 16 mai 2012, 17 mai 2012, 17 mai 2012, 28 mai 2012, 29 mai 2012, 30 mai 2012, 31 mai 2012, 31 mai 2012, 31 mai 2012, 1 juin 2012, 4 juin 2012, 5 juin 2012 Rapport du Comité[80] présenté : 7 juin 2012 Adoption à l'étape du rapport : 13 juin 2012 Dates de séance de la chambre : 11 juin 2012, 12 juin 2012, 13 juin 2012 **Troisième lecture :** 18 juin 2012
		Sénat	**Étude préliminaire** Dates de réunion du Comité : Le 9 mai 2012, le 10 mai 2012, le 15 mai 2012, le 16 mai 2012, le 29 mai 2012, le 30 mai 2012, le 31 mai 2012, le 5 juin 2012, le 6 juin 2012, le 7 juin 2012, le 12 juin 2012, le 13 juin 2012, le 14 juin 2012 **Renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent des finances nationales et certains autres comités du Sénat) : 3 mai 2012 **Première lecture :** 18 juin 2012 **Deuxième lecture :** 21 juin 2012 Dates de séance de la chambre : 20 juin 2012, 21 juin 2012 **Renvoi en comité** (Comité sénatorial

[79] Projet de loi C-38, *Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable*, 1re session parlementaire, 41e législature, 2012; modifications apportées aux articles 74, 77, 78, 79, 97 et 126. Article 78.1 ajouté.

[80] Chambre des communes, Comité permanent des finances, *Dixième rapport : Projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures* (5 juin 2012, consultation le 18 décembre 2017) (James Rajotte) en ligne : <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5639388&Language=F&Mode=1&Parl=41&Ses=1>.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
			permanent des finances nationales): 21 juin 2012 Date de réunion du Comité : 26 juin 2012 Date de séance de la chambre : 26 juin 2012 Rapport du Comité[81] présenté : 26 juin 2012 **Troisième lecture :** 29 juin 2012 Dates de séance de la chambre : 27 juin 2012, 28 juin 2012, 29 juin 2012
		Sanction royale	29 juin 2012
		Citation	L.C. 2012, ch. 19
C-426[82]	*Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (financement de l'inventaire)*	Chambre	François Lapointe (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup) **Dépôt et première lecture :** 31 mai 2012
C-426[83]	*Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (financement de l'inventaire)*	Chambre	François Lapointe (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup) Rétablissement de la session précédente : 16 octobre 2013
C-40[84]	*Loi sur le parc urbain national de la Rouge*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 13 juin 2014 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent de l'environnement et du développement durable):8 octobre 2014 Rapport du Comité[85] présenté : 6 novembre 2014 Adoption à l'étape du rapport :

[81] Comité sénatorial permanent des finances nationales, *Douzième rapport : Projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures* (29 mars 2012, consultation le 18 décembre 2017) en ligne <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/411/NFFN/rep/rep12jun12-f.htm>.

[82] Projet de loi C-426, *Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (financement de l'inventaire)*, 1re session parlementaire, 41e législature, 2012.

[83] Projet de loi C-426, *Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (financement de l'inventaire)*, 2e session parlementaire, 41e législature, 2013.

[84] Projet de loi C-40, *Loi sur le parc urbain national de la Rouge*, 2e session parlementaire, 41e législature, 2014; modifications apportées à l'article 58(2). Mise en application par TR/2015-37 le 15 mai 2015.

[85] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Septième rapport : Projet de loi C-40, Loi sur le parc urbain national de la Rouge* (5 novembre 2014, consultation le 18 décembre 2017) en ligne <http://www.parl.gc.ca/CommitteeBusiness/ReportsResponses.aspx?Cmte=ENVI&Mode=1&Parl=41&Ses=2&Stac=8467049&Language=F>.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
			25 novembre 2014 **Troisième lecture :** 26 janvier 2015 Dates de séance de la chambre : 25 novembre 2014, 12 décembre 2014 et 26 janvier 2015
		Sénat	**Dépôt et première lecture :** 27 janvier 2015 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles): 19 février 2015 Dates de séance de la chambre : 3 février 2015, 19 février 2015, 12 mars 2015 Dates de réunion du Comité : 24 février 2015, 26 février 2015, 10 mars 2015, 12 mars 2015 Rapport du Comité[86] présenté : 12 mars 2015 **Troisième lecture :** 2 avril 2015 Dates de séance de la chambre : 26 mars 2015, 31 mars 2015, 2 avril 2015
		Sanction royale	23 avril 2015
		Citation	L.C. 2015, ch. 10
C-47[87]	*Loi visant à corriger certaines anomalies, incohérences et erreurs et à traiter d'autres questions de nature non controversée et non complexe dans les lois du Canada et à abroger certaines dispositions qui ont expiré, sont périmées ou ont cessé*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 8 décembre 2014 **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité plénier) : 8 décembre 2014 Adoption à l'étape du rapport : 8 décembre 2014 **Troisième lecture :** 8 décembre 2014
		Sénat	**Première lecture :** 8 décembre 2014 **Deuxième lecture et renvoi en comité**

[86] Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, *Onzième rapport : Projet de loi C-40, Loi sur le parc urbain national de la Rouge*, (12 mars 2015, consultation le 18 décembre 2017) en ligne <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/412/enev/rep/rep11mar15-f.htm>.

[87] Projet de loi C-47, *Loi de 2014 modifiant des lois diverses*, 2e session parlementaire, 41e législature, 2014; modifications apportées aux articles 98 et 99.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
	d'avoir effet Titre abrégé : *Loi de 2014 modifiant des lois diverses*		(Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles): 3 février 2015 Dates de séance de la chambre : 11 décembre 2014, 3 février 2015 Date de réunion du Comité : 18 février 2015 Date de séance de la chambre : 19 février 2015 Rapport du Comité[88] présenté (avec observations) : 19 février 2015 **Troisième lecture :** 25 février 2015 Dates de séance de la chambre : 24 février 2015 et 25 février 2015
		Sanction royale	26 février 2015
		Citation	L.C. 2015, ch. 3
C-363[89]	*Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (modification de la liste)*	Chambre	Richard Cannings (Okanagan-Sud – Kootenay-Ouest) **Dépôt et première lecture :** Le 22 septembre 2017.
C-60[90]	*Loi visant à corriger certaines anomalies, incohérences et erreurs et à traiter d'autres questions de nature non controversée et non complexe dans les lois du Canada et à abroger certaines lois et dispositions qui sont expirées, périmées ou qui ont cessé d'avoir*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 3 octobre 2017. **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité permanent de la justice et des droits de la personne) : le 20 octobre 2017. • Date de séance de la chambre : le 20 octobre 2017. • Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement : le 20 octobre 2017. • Adoption à l'étape du rapport : le 20 octobre 2017.

[88] Chambre des communes, Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Vingt-deuxième rapport : Projet de loi C-47, Loi visant à corriger certaines anomalies, incohérences et erreurs et à traiter d'autres questions de nature non controversée et non complexe dans les lois du Canada et à abroger certaines dispositions qui ont expiré, sont périmées ou ont cessé d'avoir effet, sans amendement mais avec observations* (3 février 2015, consultation le 18 décembre 2017) (Bob Runciman) en ligne : <http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/412/lcjc/rep/rep22feb15-f.htm>.

[89] Projet de loi C-363, *Loi modifiant la Loi sur les espèces en péril (modification de la liste)*, 1re session parlementaire, 42e législature, 2017.

[90] Projet de loi C-60, *Loi de 2017 modifiant des lois diverses*, 1re session parlementaire, 42e législature, 2017.

Nombre	*Nom*	*Date et détails*	
	effet Titre abrégé : *Loi modifiant des lois diverses*		**Troisième lecture :** Le 20 octobre 2017.
		Sénat	**Dépôt et première lecture :** 24 octobre 2017. **Deuxième lecture et renvoi en comité** (Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles) • Dates de séance de la chambre : 1er novembre 2017, 22 novembre 2017. • Rapport du Comité présenté : 4 décembre 2017. **Troisième lecture :** 5 décembre 2017.
		Sanction royale	12 décembre 2017
		Citation	L.C. 2017, ch. 26
C-69[91]	*Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres loi*	Chambre	**Dépôt et première lecture :** 8 février 2018 **Deuxième lecture :** 27 février 2018 • Dates de séance de la chambre : 14 février 2018, 27 février 2018.

En septembre 2017, la World Wildlife Foundation (Fonds mondial pour la nature) a publié un rapport indiquant que les espèces protégées par la *LEP* ont diminué presque au même rythme que les espèces non protégées par cette loi. Cela pourrait signifier d'autres modifications à apporter à la *LEP* à l'avenir[92].

[91] Projet de loi C-69, *Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*, 1re session parlementaire, 42e législature, 2018.

[92] World Wildlife Foundation, *Rapport Planète Vivante : A National Look at Wildlife Loss* (septembre 2017, consultation le 15 décembre 2017) en ligne : <http://assets.wwf.ca/downloads/WEB_WWF_REPORT_v3.pdf?_ga=2.180207204.1390170845.1510695483-1785753042.1510695483> .

Règlements

Nous recensons ici 70 mesures réglementaires subordonnées créées en vertu de la *LEP* et présentées dans la Gazette du Canada, Partie II jusqu'à la fin de février 2018, dont deux ne sont plus en vigueur. La plupart d'entre elles ont un numéro C.P. et un numéro TR ou DORS. Elles se rangent dans cinq catégories dans le présent document occasionnel : entrée en vigueur, évaluation, annexes, inscription et espèces particulières.

À l'origine, la *LEP* a pris effet par deux décrets portant date d'entrée en vigueur. Les articles 1, 134-136 et 138-141 sont entrés en vigueur le 24 mars 2003[93]. Un second décret a mis en vigueur le reste de la *LEP* en deux étapes afin de permettre la mise en place de dispositions de protection de l'habitat et d'application de la loi : les articles 2-31, 37-56, 62, 65-76, 78-84, 120-133 et 137, qui traitent des processus d'évaluation et d'inscription, le 5 juin 2003, puis les articles 32-36, 57-61, 63, 64, 77 et 85-119 qui interdisent de blesser, tuer, avoir en sa possession ou vendre les espèces en péril, le 1er juin 2004[94].

Inscription des espèces

Les mesures de réglementation jalonnant l'évolution actuelle de la *LEP* se trouvent habituellement sur le site Web du Registre[95] de la *LEP*, lequel comporte une section sur les politiques et les lignes directrices[96]. La Conférence des directeurs fédéraux-provinciaux-territoriaux de la faune a établi le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) en 1977 à titre d'organisme scientifique indépendant. Les désignations de situation fondées sur une évaluation scientifique ont commencé en 1978. Le mandat du COSEPAC a été élargi pour qu'on puisse examiner, évaluer et désigner des espèces sauvages en cas d'urgence en 1999. En juin 2003, la *Loi sur les espèces en péril* a fait du COSEPAC le comité consultatif d'experts indépendants par lequel les désignations du COSEPAC sont considérées comme « solides »... à prendre en considération lors de l'établissement de la liste officielle des espèces en péril[97]. » Le COSEPAC est chargé d'effectuer des évaluations annuelles et de fournir une justification pour « ». . . les espèces classées dans l'une des sept catégories — éteintes, disparues du pays, en voie de disparition, menacées, préoccupantes, données insuffisantes ou non en péril[98] » en vertu du paragraphe 23(1) de la *LEP*. Cette évaluation sert à créer la Liste des espèces en péril en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*. Le COSEPAC rend des comptes au gouvernement du Canada (par l'entremise du ministre de l'Environnement) et au public, en se fondant sur des données scientifiques plutôt que sur des facteurs politiques, sociaux ou économiques, dans le cadre d'une analyse indépendante, afin de déterminer si les espèces sont à désigner comme admissibles à la protection juridique en vertu de la *LEP*. Le gouvernement

---

[93] *Décret fixant au 24 mars 2003 la date d'entrée en vigueur de certains articles de la Loi*, TR/2003-43, 9 avril 2003, C.P. 2003-307, 20 mars 2003, dans la *Gazette du Canada, Partie II*, vol. 137, nº 8 (2003-04-09), p. 1174.

[94] *Décret fixant les dates d'entrée en vigueur de certains articles de la Loi*, TR/2003-111, 18 juin 2003, C.P. 2003-763, 29 mai 2003, dans la *Gazette du Canada, Partie II*, vol. 137, nº 13 (2003-06-18), p. 1778.

[95] *Supra* note 5.

[96] Gouvernement du Canada, « Registre public des espèces en péril : Politiques et lignes directrices », (25 octobre 2016) en ligne : Registre public des espèces en péril, <http://www.sararegistry.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=E1A1C204-1>. [Cette section est destinée à faciliter la compréhension de divers aspects techniques des questions susceptibles de se poser en matière d'habitat essentiel.]

[97] Gouvernement du Canada, « Mandat » (10 novembre 2017) COSEPAC – Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, en ligne : < https://www.canada.ca/fr/environnement-changement/climatique/services/comite-situation-especes-peril.html>.

[98] *Décret accusant réception des évaluations faites conformément au paragraphe 23(1) de la Loi sur les espèces en péril*, TR/2004-48.

fédéral est alors responsable de la protection des espèces inscrites[99]. Le site Web du COSEPAC[100] aide à établir un cadre historique et à expliquer le processus d'inscription, l'état de la demande et la participation du public. Depuis 2003, le COSEPAC rend son rapport annuel et ses listes d'espèces accessibles au public à son site Web. Comme nous l'avons indiqué, il utilise la science plutôt que des facteurs politiques, sociaux ou économiques dans une analyse indépendante d'accession à la protection juridique en vertu de la *LEP*, le gouvernement fédéral assurant la sauvegarde des espèces inscrites. Les espèces au Registre de la *LEP* peuvent être visées par des modifications régulières au moyen de décrets du Conseil privé (CP) qui se transforment en DORS ou en TR et qui sont éventuellement publiés dans la partie II de la Gazette du Canada.

Évaluation des espèces

Le décret principal relatif à l'évaluation des espèces prévoit des délais réglementaires pour la délivrance des permis et est cité comme suit : Permis autorisant une activité touchant une espèce sauvage inscrite, DORS/2013-140, (2013) Gazette du Canada, Partie II, 1976[101]. Les deux types de décrets d'évaluation de la *LEP* portant accusé de réception ou prorogation sont cités comme suit :

- Décret prorogeant la période d'évaluation de la situation des espèces sauvages, C.P. 2003-879, DORS/2003-215, (2003) Can Gaz II, 1742.
- Décret prorogeant la période d'évaluation de la situation des espèces sauvages, C.P. 2006-436, DORS/2006-115, (2006) Can Gaz II, 553.

Chacun de ces décrets porte sur le processus d'inscription des espèces sauvages à l'article 14 (COSEPAC).

Les 16 décrets portant accusé de réception sont les suivants.

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2004-413 21 avril 2004	TR/2004-48 5 mai 2004	2004-05-05 à 472
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2004-1175 19 octobre 2004	TR/2004-138 3 novembre 2004	2004-11-03 à 1668

[99] *Supra* note 97.
[100] Gouvernement du Canada, « COSEPAC », (25 octobre 2016) COSEPAC – Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, en ligne : <http://www.canada.ca/fr/environnemen-changement-climatique/services/comite-situation-especes-peril.html>.
[101] Le numéro C.P. ne figure pas dans la version officielle.

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2005-1341 14 juillet 2005	TR/2005-71 27 juillet 2005	2005-07-27 à 1795
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2005-1940 15 novembre 2005	TR/2005-115 30 novembre 2005	2005-11-30 à 2644
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2007-603 26 avril 2007	TR/2007-57 16 mai 2007	2007-05-16 à 885
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2008-1064 12 juin 2008	TR/2008-70 25 juin 2008	2008-06-25 à 1618
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2010-681 27 mai 2010	TR/2010-42 9 juin 2010	2010-06-09 à 1013
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2010-1177 30 septembre 2010	TR/2010-76 13 octobre 2010	2010-10-13 à 1973
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2011-1271 27 octobre 2011	TR/2011-91 9 novembre 2011	2011-11-09 à 2373

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2011-43 3 février 2011	TR/2011-11 16 février 2011	2011-02-16 à 430
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2012-838 19 juin 2012	TR/2012-46 4 juillet 2012	2012-07-04 à 1623
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2016-426 3 juin 2016	TR/2016-31 15 juin 2016	2016-06-15 à 1414
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2016-745 5 août 2016	TR/2016-49 24 août 2016	2016-08-24 à 3426
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2016-845 30 septembre 2016	TR/2016-55 19 octobre 2016	2016-10-19 à 4017
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2017-162 24 février 2017	TR/2017-17 8 mars 2017	2017-03-08 à 543
Décret confirmant la réception des évaluations effectuées conformément au paragraphe 23(1) de la Loi	C.P. 2017-561 2 juin 2017	TR/2017-30 14 juin 2017	2017-06-14 à 1500

Liste des espèces — Annexes

Il y a 23 décrets relatifs aux annexes de la *LEP*.

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret modifiant les annexes 1 à 3 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2005-4 12 janvier 2005	DORS/2005-14 12 janvier 2005	2005-01-26 à 73
Décret modifiant les annexes 1 à 3 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2005-1342 14 juillet 2005	DORS/2005-224 14 juillet 2005	2005-07-27 à 1755
Décret modifiant les annexes 1 à 3 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2006-198 6 avril 2006	DORS/2006-60 6 avril 2006	2006-04-19 à 262
Décret modifiant les annexes 1 à 3 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2006-768 15 août 2006	DORS/2006-189 15 août 2006	2006-09-06 à 1082
Décret refusant de modifier la partie 2 de l'annexe 1 de la Loi	C.P. 2007-809 17 mai 2007	DORS/2007-102 17 mai 2007	2007-05-30 à 945
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2007-1911 13 décembre 2007	DORS/2007-284[102] 13 décembre 2007	2007-12-26 à 2575
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2009-383 5 mars 2009	DORS/2009-86[103] 5 mars 2009	2009-03-18 à 403
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2009-945 11 juin 2009	TR/2009-50 24 juin 2009	2009-06-24 à 1139
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2010-200 23 février 2010	DORS/2010-32 23 février 2010	2010-03-17 à 240
Décret modifiant l'annexe 1	C.P. 2010-201	DORS/2010-33	2010-03-17 à 268

[102] Ce règlement n'est pas compris dans l'*Index codifié des textes réglementaires, supra* note 28, mais on peut le trouver dans la base de données *Canadian Legislative PULSE* et dans *Canadian Abridgment: Legislation Annual*.
[103] Ce règlement n'est pas compris dans l'*Index codifié des textes réglementaires, supra* note 28, mais on peut le trouver dans la base de données *Canadian Legislative PULSE* et dans *Canadian Abridgment: Legislation Annual*.

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
de la Loi sur les espèces en péril	23 février 2010	23 février 2010	
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2011-1264 27 octobre 2011	DORS/2011-233 27 octobre 2011	2011-02-16 à 103
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2011-42 3 février 2011	DORS/2011-8 4 février 2011	2011-02-16 à 103
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2011-728 23 juin 2011	DORS/2011-128 23 juin 2011	2011-07-06 à 1227
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2011-1264 27 octobre 2011	DORS/2011-233 27 octobre 2011	2011-11-09 à 2282
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2012-837 19 juin 2012	DORS/2012-133 20 juin 2012	2012-07-04 à 1515
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2013-266 7 mars 2013	DORS/2013-34 8 mars 2013	2013-03-27 à 625
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2014-1292 25 novembre 2014	DORS/2014-274 26 novembre 2014	2014-12-17 à 3124
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2017-80 3 février 2017	DORS/2017-10 3 février 2017	2017-02-22 à 143
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2017-395 13 avril 2017	DORS/2017-59 13 avril 2017	2017-05-03 à 822
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2017-571 2 juin 2017	DORS/2017-112 2 juin 2017	2017-06-14 à 1377
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en	C.P. 2017-782 20 juin 2017	DORS/2017-130 20 juin 2017	2017-07-12 à 1879

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
péril			
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2017-1332 2 novembre 2017	DORS/2017-229 2 novembre 2017	2017-11-15 à 3124
Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	C.P. 2018-50 2 février 2018	DORS/2018-10 2 février 2018	2018-02-21 à 141

Liste des espèces — Processus

Il existe de nombreux décrets concernant les processus d'inscription de la *LEP*. Les 14 décrets sur les processus d'inscription portent sur les décisions ou les raisons de non-inscription de certaines espèces sur la Liste des espèces en péril :

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2005-5 12 janvier 2005	TR/2005-2 25 janvier 2005	2005-01-26 à 113
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2005-1343 14 juillet 2005	TR/2005-72 27 juillet 2005	2005-07-27 à 1797
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2006-199 6 avril 2006	TR/2006-61 19 avril 2006	2006-04-19 à 289
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2006-769 15 août 2006	TR/2006-110 6 septembre 2006	2006-09-06 à 1127
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2007-1912 13 décembre 2007	TR/2007-115 26 décembre 2007	2007-12-26 à 2914
Liste des espèces en péril	C.P. 2009-384	TR/2009-20	2009-03-18 à 448

(décision de ne pas inscrire ou de renvoyer au COSEPAC)	5 mars 2009	18 mars 2009	
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2010-202 23 février 2010	TR/2010-14 17 mars 2010	2010-03-17 à 385
Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la Liste d'espèces en péril	C.P. 2011-729 23 juin 2011	TR/2011-56 6 juillet 2011	2011-07-06 à 1399
Liste des espèces en péril (décision de ne pas inscrire certaines espèces)	C.P. 2012-836 19 juin 2012	TR/2012-45 4 juillet 2012	2012-07-04 à 1619
Liste des espèces en péril (renvoi au COSEPAC)	C.P. 2013-277 7 mars 2013	TR/2013-28 27 mars 2013	2013-03-27 à 790
Liste des espèces en péril (décision de ne pas inscrire certaines espèces)	C.P. 2013-276 7 mars 2013	TR/2013-27 27 mars 2013	2013-03-27 à 784
Liste des espèces en péril (décision de ne pas inscrire certaines espèces)	C.P. 2017-398 13 avril 2017	TR/2017-24 3 mai 2017	2017-05-03 à 917
Liste des espèces en péril (renvoi au COSEPAC)	C.P. 2017-560 2 juin 2017	TR/2017-29 14 juin 2017	2017-06-14 à 1497
Liste des espèces en péril (renvoi au COSEPAC)	C.P. 2018-53 1er février 2018	TR/2018-2017 21 février 2018	2018-02-21 à 321

Liste des espèces — Espèces particulières désignées

De temps à autre, des décrets concernant des espèces particulières sont produits en vertu de la *LEP*. Des versions non officielles codifiées des mesures de réglementation en question figurent au site Web de la législation (Justice)[104]. La version officielle du règlement se trouve dans la *Partie II de la Gazette du Canada*[105]. Seule la version officielle comprend une section pour le

[104] Gouvernement du Canada, « Site Web de la législation (Justice) » (15 décembre 2017) Justice Canada, en ligne : <http://laws.justice.gc.ca/fra/>.
[105] Gouvernement du Canada, « Gazette du Canada », (25 octobre 2016) Travaux publics et Services gouvernementaux canada, en ligne : <http://canadagazette.gc.ca/accueil-home-fra.html>.

Résumé de l'étude d'impact de la réglementation. Il y a actuellement 17 décrets spécifiques à des espèces en vigueur et deux décrets qui ne sont plus en vigueur. Voici quelques exemples :

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret d'exemption visant certains permis, autorisations et documents (esturgeons blancs)	C.P. 2006-770 15 août 2006	DORS/2006-190 15 août 2006	2006-09-06 à 1120
Arrêté visant les habitats essentiels des populations de l'épaulard (Orcinus orca) résidentes du sud et du nord du Pacifique nord-est	Numéro C.P. non dans la version officielle	DORS/2009-68 19 février 2009	2009-03-04 à 332
Décret d'exemption visant certains permis, autorisations et documents (truite fardée versant de l'Ouest (population de l'Alberta))	C.P. 2013-267 7 mars 2013	DORS/2013-35 8 mars 2013	2013-03-27 à 656
Décret d'urgence visant la protection du tétras des armoises	C.P. 2013-1245 18 novembre 2013	DORS/2013-202 4 décembre 2013	2013-12-04 à 2570
Décret d'urgence modifiant le décret d'urgence visant la protection du tétras des armoises	C.P. 2014-263 6 mars 2014	DORS/2014-54 7 mars 2014	2014-03-26 à 794
Arrêté visant l'habitat essentiel de la truite fardée versant de l'Ouest (Oncorhynchus clarkii lewisi) population de l'Alberta	Numéro C.P. non dans la version officielle	DORS/2015-241 20 novembre 2015	2015-12-02 à 2790
Arrêté visant l'habitat essentiel du chat-fou du Nord (Noturus stigmosus)	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-81 2 mai 2016	2016-05-18 à 934

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Arrêté visant l'habitat essentiel du naseux de la Nooksack (Rhinichthys cataractae ssp)	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-82 2 mai 2016	2016-05-18 à 955
Arrêté visant l'habitat essentiel de l'esturgeon blanc (Acipenser transmontanus) population du cours supérieur du Fraser	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-83 2 mai 2016	2016-05-18 à 994
Arrêté visant l'habitat essentiel de l'esturgeon blanc (Acipenser transmontanus) population de la rivière Nechako	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-84 2 mai 2016	2016-05-18 à 1021
Arrêté visant l'habitat essentiel de l'esturgeon blanc (Acipenser transmontanus) population du cours supérieur du Columbia	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-85 2 mai 2016	2016-05-18 à 1023
Arrêté visant l'habitat essentiel de l'esturgeon blanc (Acipenser transmontanus) population de la rivière Kootenay	Numéro C.P. non dans la version officielle 21 avril 2016	DORS/2016-86 2 mai 2016	2016-05-18 à 1025
Décret d'urgence visant la protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien) [106]	C.P. 2016-583 17 juin 2016	TR/2016-36 29 juin 2016 [modifié par DORS/2016-208]	2016-06-29 à 2487

[106] Ce décret a été abrogé et remplacé par DORS/2016-208 le 30 juin 2016.

Nom	*Conseil privé*	*Inscription*	*Gazette du Canada, Partie II*
Décret d'urgence visant la protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien)	Numéro C.P. non disponible	DORS/2016-208 30 juin 2016 [abrogé]	2016-07-13 à 3054
Décret d'urgence visant la protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien) [107]	C.P. 2016-682 8 juillet 2016	DORS/2016-211 8 juillet 2016	2016-07-15 à 1 [Numéro supplémentaire]
Arrêté visant l'habitat essentiel de la Sterne de Dougall (Sterna dougallii)	Numéro C.P. non disponible	DORS/2016-281 28 octobre 2016	2016-11-16 à 4169
Décret d'urgence visant la protection du tétras des armoises	C.P. 2017-1256 19 octobre 2017	DORS/2017-223 20 octobre 2017	2017-11-01 à 2904

Le processus de décret d'urgence de 2016 exigeait trois mesures réglementaires subordonnées visant à protéger l'habitat de la rainette faux-grillon de l'Ouest contre d'autres perturbations, ce qui exigeait que la date d'entrée en vigueur du décret soit reportée[108]. En raison d'erreurs involontaires dans TR/2016-36, ce décret a rapidement été modifié par DORS/2016-208 pour achever le processus de réglementation dans le court laps de temps requis. Les chercheurs devront consulter TR/2016-36 pour le résumé de l'étude d'impact de la réglementation et utiliser DORS/2016-211 pour effectuer des recherches sur le règlement lui-même. Les règlements du site Web de la législation (Justice) codifient les mesures de réglementation en question en un même règlement.

Bibliographie

De nombreux articles et rapports sur les espèces en péril au Canada proviennent de diverses sources avant, pendant et après l'entrée en vigueur de la *LEP*. La présente section comprend les présentations tout au long du processus menant à la *LEP*, les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG), les documents d'information d'organismes gouvernementaux comme

[107] C'est là un décret d'urgence en annexe qui abroge et remplace DORS/2016-208.
[108] Environnement et Changement climatique Canada, communiqué, « Modification de la date d'effet du décret d'urgence pour la protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest » (15 décembre 2017), en ligne : <https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/news/2016/07/modification-of-the-effective-date-of-the-emergency-order-for-the-protection-of-the-western-chorus-frog.html>.

Environnement Canada, le Service canadien de la faune et la Direction générale de la recherche parlementaire, ainsi que des livres et des articles choisis. On peut accéder à de nombreux documents gouvernementaux en effectuant une recherche dans la collection électronique de Bibliothèque et Archives Canada[109]. Les rapports d'étape sur la gestion des diverses espèces, les évaluations, les rapports de situation, les plans et les rapports de consultation publique sont exclus, car les versions sont régulièrement mises à jour et facilement accessibles sur les sites Web du COSEPAC et/ou du Registre de la *LEP*.

Documentation secondaire : Documents gouvernementaux

Résumés législatifs et propositions

Canada, Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, Résumé législatif du projet de loi C-5 : La *Loi sur les espèces en péril*, par Kristen Douglas (Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 2002).

Canada, Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, Résumé législatif du projet de loi C-5 : La *Loi sur les espèces en péril*, par Kristen Douglas (Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 2001, révisé le 17 juillet 2002).

Canada, Bibliothèque du Parlement, Division du droit et du gouvernement, Résumé législatif du projet de loi C-33 : La *Loi sur les espèces en péril*, par Kristen Douglas (Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 2000).

Service canadien de la faune, Loi canadienne sur la protection des espèces en péril : Une proposition législative (Ottawa : Environnement Canada, 1995).

Environnement Canada, Loi proposée sur les espèces en péril : Document de travail sur l'indemnisation (Ottawa : Environnement Canada, 2000).

Division des sciences et de la technologie, La protection des espèces sauvages en péril au Canada, par Jean-Luc Bourdages et Christine Labelle, (Ottawa : Environnement Canada, 24 octobre 2000, révisé le 23 mai 2003).

Division des sciences et de la technologie, Les espèces en péril au Canada, par Jean-Luc Bourdages (Ottawa : Environnement Canada, mai 1996).

Rapports annuels

Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, Rapport annuel du COSEPAC présenté au ministre de l'Environnement et au Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril (CCCEP) (Ottawa : COSEPAC, 2003-2017).

Environnement Canada, Consultation sur la modification de la liste des espèces en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Environnement Canada, 2004-2005).

Environnement Canada, Consultation sur la modification de la liste des espèces en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* : Espèces terrestres (Ottawa : Environnement Canada, 2006-2013).

Environnement Canada, Rapport annuel sur les espèces en péril (Ottawa : Environnement Canada, 2006-2014).

RESCAPÉ, Rapport annuel : Rétablissement des espèces canadiennes en péril (Ottawa : Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, 1990-2006).

[109] Gouvernement du Canada, « Collection électronique », (25 octobre 2016) Publications du gouvernement du Canada, en ligne : <http://publications.gc.ca/site/fra/recherche/collectionElectronique.html>.

Documents, guides et rapports sur les politiques

Baird, John, ministre de l'Environnement, *Loi sur les espèces en péril* : Rapport au Parlement (Ottawa : gouvernement du Canada, juin 2003 à décembre 2004; 2005).

Canada, Patrimoine canadien, *Loi sur les espèces en péril* : *Un guide* (Ottawa : Environnement Canada, 2000, 2003, 2013).

Canada, Mise en œuvre de la Stratégie canadienne de la biodiversité : Aires protégées (Ottawa : gouvernement du Canada, 1997).

Canada, Direction de la recherche parlementaire, Division de la technologie, Espèces non indigènes envahissantes, par Tim Williams (Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 18 septembre 2000).

Service canadien de la faune, Bureau de la Convention sur la diversité biologique, Stratégie canadienne de la biodiversité : Réponse du Canada à la Convention sur la diversité biologique (Ottawa : Service canadien de la faune, 1995).

Service canadien de la faune, Espèces en voie de disparition au Canada, par M. Egan et al. (Ottawa : ministres de l'Environnement et des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 1989-1999).

Service canadien de la faune, Rapport sur la consultation publique : Une approche nationale de la conservation des espèces en péril au Canada (Ottawa : Environnement Canada, 1995).

Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, Résultats de l'évaluation du COSEPAC (Gatineau, Québec : Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, 2003).

Environnement et Changement climatique Canada, Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : Changement du niveau de risque de disparition des espèces sauvages (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, Protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest (population des Grands Lacs/Saint-Laurent et du Bouclier canadien : comprendre le décret d'urgence (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016, consultation le 15 décembre 2017), en ligne : <http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/eccc/CW66-530-2016-fra.pdf>.

Environnement et Changement climatique Canada, Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : Tendances des populations d'espèces en péril (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, Service canadien de la faune et communauté de pratique de l'habitat essentiel, Guide de mise en œuvre de la *Loi sur les espèces en péril* à l'intention des praticiens du rétablissement : Boîte à outils pour la désignation de l'habitat essentiel (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada et Service canadien de la faune, Boîte à outils pour la désignation de l'habitat essentiel (2016).

Environnement Canada, Service canadien de la faune et Department of the Interior, Fish and Wildlife Service, *Conserving Borderline Species: A Partnership between the United States and Canada* (Ottawa : Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada en collaboration avec Washington, D.C. : United States Department of the Interior, Fish & Wildlife Service, 2001).

Environnement Canada, Approche nationale pour la conservation des espèces en péril au Canada : Document de discussion (Ottawa : Service canadien de la faune, 1995).

Environnement Canada, Liste de contrôle de la *CITES* (Ottawa : Environnement Canada, 1978-1996).

Environnement Canada, Évaluation formative des programmes fédéraux sur les espèces en péril : Rapport final (Ottawa : Environnement Canada, juillet 2006).
Environnement Canada, Programme de rétablissement des espèces en péril. *Document de discussion : L'habitat essentiel* (Ottawa : Environnement Canada, février 2004).
Environnement Canada, La situation des espèces sauvages au Canada : Rapport d'étape général sur la *Loi sur les espèces en péril*, 2003-2008 (Ottawa : Environnement Canada, 2009, consultation le 18 décembre 2017), en ligne : <http://www.sararegistry.gc.ca/document/default_f.cfm?documentID=1757>.
Environnement Canada, Plan du Canada pour la protection des espèces en péril : Mise à jour (Ottawa : Environnement Canada, décembre 1999).
Environnement Canada, Les espèces en péril – vous avez un rôle à jouer (Ottawa : Environnement Canada, 2012).
Pêches et Océans Canada, Secrétariat canadien de consultation scientifique, Évaluation nationale des risques de la navigation de plaisance comme vecteur des espèces aquatiques envahissantes, Rep. 2017/025 (Ottawa : Secrétariat canadien de consultation scientifique, 2017).
Pêches et Océans Canada, Directive sur l'application de l'article 33 de la *Loi sur les espèces en péril* (résidence) aux espèces aquatiques en péril (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2016).
Pêches et Océans Canada, Directive sur la désignation de l'habitat essentiel des espèces aquatiques en péril (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2016).
Pêches et Océans Canada, Secrétariat canadien de consultation scientifique, Espèces en péril : qualification de l'habitat et examen de la documentation, par James H. McCarthy, document de recherche 2007/060 (Ottawa : Pêches et Océans Science, 2008, consultation le 18 décembre 2017), en ligne : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/csas/>.
Pêches et Océans Canada, Secrétariat canadien de consultation scientifique, Réunion de consultation scientifique nationale sur les délivrances de permis en vertu de l'article 73 de la *Loi sur les espèces en péril*, par J. C. Rice et Lara Cooper (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2007).
Pêches et Océans Canada, Secrétariat canadien de consultation scientifique, Compte rendu de la Réunion nationale d'examen par les pairs : Objectifs relatifs à la population et à la dissémination des espèces en péril, par Kent Smedbol et Simon Nadeau (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2012).
Pêches et Océans Canada, Secrétariat canadien de consultation scientifique, Compte rendu de la réunion nationale d'examen scientifique sur les espèces en péril (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2003).
Pêches et Océans Canada, Station biologique du Pacifique, A Primer on Quantitative Approaches for Setting Recovery Targets and Identifying Critical Habitat of Species at Risk, M S Poesch, Janelle M R Curtis & Marten A Koops (Nanaimo, BC: Pêches et Océans Canada, 2012).
Pêches et Océans Canada, Direction générale des sciences, Cadre révisé pour l'évaluation de l'étendue des dommages admissibles aux termes de l'article 73 de la *Loi sur les espèces en péril* - Révision (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2005).
Pêches et Océans Canada, Direction générale des sciences, Terminologie et concepts utilisés dans le cadre du Programme sur les espèces en péril, par S S. Clark et al. (Ottawa : Pêches et Océans, 2009).

Pêches et Océans Canada, Politique d'inscription de la *Loi sur les espèces en péril* et Directive concernant les avis visant à « ne pas inscrire » une espèce sur la liste (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2014).

Pêches et Océans Canada, Comprendre la *LEP* : Comment les espèces aquatiques sont inscrites en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* du Canada (Ottawa : Direction des communications, Pêches et Océans Canada, 2006).

Gouvernement du Canada, Activity Set-back Distance Guidelines for Prairie Plant Species at Risk, par Darcy C. Henderson (Ottawa : Service canadien de la faune, 2011).

Gouvernement du Canada, Rapport d'étape sur la *Loi sur les espèces en péril* préparé pour l'examen parlementaire quinquennal de la *Loi sur les espèces en péril* (*LEP*) (Ottawa : Environnement Canada, mai 2009.

Gouvernement du Canada, Échéancier pour la modification de l'annexe 1 de la *Loi sur les espèces en péril* (Environnement Canada et Service canadien de la faune, 2017).

Réunion de la Conférence fédérale-provinciale sur la faune, Guidelines for Wildlife Policy in Canada (Whitehorse, Yukon : (1982).

Nixon, Sean et al., Failure to Protect: Grading Canada's Species at Risk Laws (Vancouver : Ecojustice Canada, octobre 2012).

RESCAPÉ, *Saving the Wild, an Opportunity to Participate in Species Recovery in Canada/*Sauver la nature, une occasion de participer au rétablissement des espèces au Canada (Ottawa : Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, 2005).

Groupe de travail sur les lignes directrices de la *LEP* et de la LCEE (Canada), Liste de contrôle des évaluations environnementales de la *Loi sur les espèces en péril* pour les espèces sous la responsabilité du ministre responsable d'Environnement Canada et de Parcs Canada : Outil de soutien des éléments d'information requis en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* pour les évaluations environnementales réalisées en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (Ottawa : Environnement Canada et Parcs Canada, 2010).

Groupe de travail sur les lignes directrices de la *LEP* et de la LCEE (Canada), La *Loi sur les espèces en péril* - Considérations en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale pour les espèces sous la responsabilité du ministre responsable d'Environnement Canada et de Parcs Canada : Guide fédéral (Ottawa : Environnement Canada et Parcs Canada, 2010).

Programme des espèces en péril, Direction de la gestion des écosystèmes, Pêches et Océans Canada, *Loi sur les espèces en péril* : Directive sur l'application de l'article 33 de la *Loi sur les espèces en péril* (résidence) aux espèces aquatiques en péril (Ottawa : Pêches et Océans Canada, 2006).

Stratos Inc, Évaluation formative des programmes fédéraux sur les espèces en péril : Rapport final (Ottawa : Environnement Canada, juillet 2006).

Conseil canadien des ministres de la faune du Canada, Service canadien de la faune, Politique des espèces sauvages pour le Canada (Ottawa : Environnement Canada, 26-27 septembre 1990).

Série de politiques et de lignes directrices sur la LEP

Environnement Canada et Service canadien de la faune, Série de politiques et de lignes directrices sur la *Loi sur les espèces en péril*, Considérations relatives à la *Loi sur les espèces en péril* dans le contexte de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

concernant les espèces sous la responsabilité du ministre responsable d'Environnement Canada et de Parcs Canada (Environnement Canada et Parcs Canada, 2010).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, Lignes directrices sur la délivrance de permis en vertu de l'article 73 de la *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, Politique d'inscription des espèces terrestres en péril [proposée] (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, Politique sur la protection de l'habitat essentiel sur le territoire non domanial (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Série de politiques et de lignes directrices, Politique sur la protection des habitats essentiels au moyen d'accords de conservation en vertu de l'article 11 de la *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, Politique sur la survie et le rétablissement (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement et Changement climatique Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, Document d'orientation sur les plans par aires de répartition du caribou des bois, population boréale (Ottawa : Environnement et Changement climatique Canada, 2016).

Environnement Canada, Série de politiques et de lignes directrices sur la *Loi sur les espèces en péril*, Species at Risk Act Policies: Draft : Ébauche (Ottawa : Environnement Canada, 2009).

Gouvernement du Canada, Série de politiques et de lignes directrices sur la *Loi sur les espèces en péril*, L'approche en matière de désignation de l'habitat essentiel en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* lorsque la perte et la dégradation d'habitat ne semblent pas constituer une menace significative à la survie ou au rétablissement de l'espèce (Ottawa : Gouvernement du Canada, 2016).

Gouvernement du Canada, Série de politiques et de lignes directrices sur la *Loi sur les espèces en péril*, Listes de contrôle des évaluations environnementales de la *Loi sur les espèces en péril* concernant les espèces sous la responsabilité du ministre responsable d'Environnement Canada et de Parcs Canada (Ottawa : Environnement Canada et Parcs Canada, 2010).

Gouvernement du Canada, *Loi sur les espèces en péril*, Politiques et lignes directrices, La politique concernant la désignation des structures anthropiques à titre d'habitat essentiel en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Gouvernement du Canada, 2016).

Gouvernement du Canada, Série de politiques et de lignes directrices, Politique de délivrance de permis en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* [proposée] (Ottawa : Gouvernement du Canada, 2016).

Gouvernement du Canada, Série de politiques et de lignes directrices sur la *Loi sur les espèces en péril*, Principes des politiques de la *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Gouvernement du Canada, 2016).

Sites Web

Gouvernement du Canada, « Gazette du Canada » (25 octobre 2016) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en ligne : <http://canadagazette.gc.ca/gazette/home-accueil-fra.php>.

Gouvernement du Canada, « COSEPAC », (21 novembre 2017) COSEPAC – Comité sur la situation des espèces en péril au Canada, en ligne : <http://www.cosewic=cosepac.gc.ca>.

Gouvernement du Canada, « Collection électronique », (15 décembre 2017) Publications du gouvernement du Canada, en ligne : <http://publications.gc.ca/site/fra/search/eCollection.html>.

Gouvernement du Canada, « Environnement et Changement climatique Canada » (21 novembre 2017) en ligne : <https://www.ec.gc.ca/?lang Fr>.

Gouvernement du Canada, « Pêches et Océans Canada » (21 novembre 2017) en ligne : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/index-fra.htm>.

Gouvernement du Canada, Site Web de la législation (Justice), (15 décembre 2017) Justice Canada, en ligne : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/Glossary/>.

Gouvernement du Canada « Parcs Canada » (21 novembre 2017) en ligne : <https://www.pc.gc.ca/fr/agence-agency>.

Gouvernement du Canada, « Registre public des espèces en péril » (15 décembre 2017) en ligne : <www.registrelep-sararegistry.gc.ca>.

Documentation secondaire : Rapports d'organisations non gouvernementales (ONG)

Association du Barreau canadien, Section nationale du droit de l'environnement, Projet de loi C-65 : Loi sur la protection des espèces en péril au Canada (Ottawa : Association du Barreau canadien, décembre 1996).

Association du Barreau canadien, Section nationale du droit de l'environnement, Mémoire sur le projet de loi C-33 : *Loi sur les espèces en péril* (Ottawa : Association du Barreau canadien, septembre 2000).

Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, Énoncés de réaction relatifs aux espèces disparues du pays, en voie de disparition et menacées inscrites sur la liste du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) en 2001 ([Ottawa] : Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, 2001).

Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, Espèces sauvages 2000 : la situation générale des espèces au Canada ([Ottawa] : Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril, 2000, 2005).

Donihee, John, « The Evolution of Wildlife Law in Canada », document occasionnel n^{o} 9 (Calgary : Institut canadien du droit des ressources, mai 2000).

Environmental Defence, Next Stop, Extinction: A Report Card on the Failure of Canadian Governments to Save Endangered Species (Toronto : Environmental Defence, avril 2004).

Jones, Laura, « Crying Wolf: Public Policy on Endangered Species in Canada », Critical Issues Bulletin (Calgary : Fraser Institute, 1999).

Kwasniak, Arlene, « Enforcing Wildlife Law », document occasionnel n^{o} 2 (Calgary : Institut canadien du droit des ressources, mars 2006).

Kwasniak, Arlene, « Legal and Economic Tools and Other Incentives to Achieve Wildlife Goals », document occasionnel n^{o} 5 (Calgary : Institut canadien du droit des ressources, novembre 2006).
Kwasniak, Arlene, « Wildlife Management Beyond Wildlife Laws », document occasionnel n^{o} 7 (Calgary : Institut canadien du droit des ressources, février 2007).
Kwasniak, Arlene, « Wildlife Stewardship », document occasionnel n^{o} 6 (Calgary : Institut canadien du droit des ressources, novembre 2006).
McNeely, Joshua E. et Roger J. Hunka, Critique des politiques de l'ébauche du cadre stratégique global de la *Loi sur les espèces en péril* : Perspectives pour l'amélioration de la mise en œuvre de la *Loi sur les espèces en péril* par le gouvernement du Canada. (Ikanawtiket: Conseil des peuples autochtones des Maritimes, janvier 2011).
Nowlan, Linda C. et West Coast Environmental Law Association, Protecting Endangered Species in Canada: *Comments on Bill C-65—the Canada Endangered Species Protection Act* (Vancouver: West Coast Environmental Law Association, 22 janvier 1997).
Rishikof, Robert, « Endangered Species Protection in Canada: An Overview" (1997, consultation le 18 décembre 2017), Probe International (blogue), en ligne : <http://environment.probeinternational.org/1997/06/18/endangered-species-protection-canada-overview/>.
Smallwood, Kate, A Guide to Canada's Species at Risk Act, (Vancouver : Sierra Legal Defence Fund, mai 2003).
Habitat faunique Canada, *Saving Species : Building Habitat into Endangered Species Conservation in Canada*/Sauver les espèces : Bâtir l'habitat dans la conservation des espèces en péril au Canada (Ottawa : Habitat faunique Canada, novembre 1995).
World Wildlife Foundation, Rapport Planète Vivante Canada/A National Look at Wildlife Loss (Toronto : WWF-Canada, octobre 2017, consultation le 15 décembre 2017), en ligne : http://assets.wf.ca/downloads/WEB_WWF_REPORT_v3.pdf?_ga 2.60813995.703440023.1513034540-1258854818.1513034540.

Documentation secondaire : Articles

Bankes, Nigel, « Protecting Listed Aquatic Species under the Federal Species at Risk Act: The Implications for Provincial Water Management and Provincial Water Rights » (2012) 24 J Envtl L & Prac 19.
Cambell, M. L. et V. G. Thomas, « Protection and Conservation of Marine Mammals in Canada: A Case for Legislative Reform » (2001-2002) 7 Ocean & Coastal L J 221.
Dona, Amy J, « Crossing the Border: The Potential for Trans-boundary Endangered Species Conservation Banking » (2008) 16 NYU Envtl L J 655.
Elgie, Stewart, « Statutory Structure and Species Survival: How Constraints on Cabinet Discretion Affect Endangered Species Listing Outcomes » (2008) 19 J Envtl L & Prac 1.
Findlay, C. Scott et al., « Species Listing under Canada's Species at Risk Act » (2009) 23 Conservation Biology 1609.
Fluker, Shaun & Drew Yewchuck, « Comments of the Proposed Species at Risk Act Permitting Policy » (18 novembre 2016) en ligne : < https://ablawg.ca/2016/11/18/comments-on-the-proposed-species-at-risk-act-permitting-policy/>.
Fluker, Shaun et Jocelyn Stacey, « The Basics of Species at Risk Legislation in Alberta » (2012) 50 Alta L Rev 95.

Hutchings, Jeffrey A., Tim Stephens et David L. VanderZwaag, « Marine Species at Risk Protection in Australia and Canada: Paper Promises, Paltry Progressions » (2016) 47:3 Ocean Development and International Law 233.
Koehl, Albert, « Court Ruling Reflects Better Light on Wildlife Protection » (2013) Key Developments in Envtl L 23.
Kukowski, Leah, « Canada's Lack of Federal Endangered Species Legislation Attracting Attention from the United States » (2000) 11 Colo J Intl Envtl L & Pol'y 89.
Lindgren, Rick, « The Species at Risk Act: an Overview and Update » (2001) 26 Intervenor 16.
McDougall, Cynthia et Stewart Elgie, « The Proposed Canadian Endangered Species Protection Act: Will it be Effective? » (1996) 6 Global Biodiversity 29.
Mooers, Arne O et al, « Science, Policy, and Species at Risk in Canada » (2010) 60 BioScience 843; pétition no 121.
Powell, Brenda Heelan, « A Comments by the Environmental Law Centre on the Use of Compensation under the Proposed Species at Risk Act », (2001) 10 J Envtl et Prac 283.
Rounthwaite, H Ian, « A Theory of Compensation under the Species at Risk Act Bill C-5 » (2000) 10 J Envtl L & Prac 259.
Salamone, Teresa B et Janice H Walton, « Canada's New Endangered Species Legislation: Lessons from the American Experience » (2003) 18 Nat Resources & Env 60.
Sax, Joseph L et Robert B Keiter, « The Realities of Regional Resource Management: Glacier National Park and Its Neighbors Revisited » (2006) 33 Ecology L Q 233.
Smith, Karen L, « Habitat Protection for the New Millennium: An Analysis of Domestic and International Regimes in North America » (2000-2001) 13 Geo Intl Envtl L Rev 509.
Suzuki, David, « Beyond the Species at Risk Act: Recognizing the Sacred » (2011) 22 J Envtl L & Prac 239.
Weaver, Bobbi Ann, "Research in the Peaceable Kingdom: A Selected Annotated Bibliography on Animal Law from an International Perspective » (2002) 30 Intl J Leg Info 426.
Winfield, Mark S, « Role of Parliamentary Committees in Canadian Environmental Policy Formulation and Evaluation: the Case of the Standing Committee on Environment and Sustainable Development 1994-2004 », (2010) 22 J Envtl L & Prac 59.
Wojciechowski, Stéphane et al., « SARA's Safety Net Provisions and the Effectiveness of Species at Risk Protection on Non-Federal Lands » (2011) 22 J Envtl L & Prac 221.

Documentation secondaire : Monographies

Bennett, Laura E, Perceptions of the Canadian Species at Risk Act: Implications for Fisheries Management » (*Thèse, Dalhousie University Environmental Studies, 2008) [inédit]*.
Burnett, J. A et al., *On the Brink: Endangered Species in Canada* (Saskatoon : Western Producer Prairie Books, 1989).
Foster, Janet, *Working for Wildlife: The Beginning of Preservation in Canada* (Toronto : University of Alberta Press, 1978).
Loo, Tina, *States of Nature : Conserving Canada's Wildlife in the Twentieth Century* (Vancouver : UBC Press, 2006).
Olive, Andrea, *Land, Stewardship, and Legitimacy: Endangered Species Policy in Canada and the United States* (Toronto : University of Alberta Press, 2014).
Phares, Mark Christopher, *Ecocentric Endangered Species Protection: A New Paradigm for Protecting the Grizzly Bear in Canada and the United States* (thèse de maîtrise en droit, Faculté de droit de l'Université de Calgary, 1994) [inédite].

Reimer, Hadassah M. et Murray D. Feldman, « Give PECE a Chance: Evaluating Conservation Programs to Avoid Endangered Species Act Listings », chapitre 21, *Rocky Mountain Mineral Law Fifty-Sixth Annual Institute*, 22-24 juillet 2010.
Walton, Janice H, Blakes' *Canadian Law of Endangered Species*. (Toronto : Carswell, 2007) (document à feuillets mobiles mis à jour en 2017, version 4).